

## Russie, « Un peuple sans élites, entre désolation et espoir »

par Alexandre Panarine

dimanche 1er février 2015, par [Comité Valmy](#)

### Première partie :

publiée le 31 décembre 2014

*Le texte ci dessous est la traduction du début de l'étude portant le titre « Un peuple sans élites :entre désolation et espoir ». et parue en 2001, dans le n°11 du magazine russe « Notre Contemporain ». Il a été rédigé par Alexandre Panarine qui fut docteur en sciences philosophiques, professeur occupant la chaire de politologie à la Faculté de Philosophie de l'Université d'État Lomonossov de Moscou, directeur du centre d'Études socio-philosophiques de l'Institut de philosophie de l'Académie des Sciences de Russie. De dissident libéral à l'époque de l'URSS, publiciste, Alexandre Panarine est devenu philosophe-patriote russe critique du libéralisme au tournant du millénaire. Décédé le 25 09 2003, il a publié plus de 250 études scientifiques, dont 18 importantes monographies. Nous ne manqueront pas de vous proposer d'autres traductions de documents de cet auteur absolument remarquable par la clarté et l'articulation de son propos.*

Qui nous gouverne ?

Les dix années qui ont bouleversé le pays sont un nouveau phénomène, non seulement national, relevant de l'histoire mondiale. Le nom de ce phénomène : mondialisation. D'habitude, on comprend sous ce vocable un monde nouveau avec des frontières transparentes comme jamais, une interconnexion sans précédent, inscrit dans un espace économique, politico-judiciaire et informationnel unique.

Un examen plus rapproché permet de découvrir que lorsqu'on parle du monde global, on ne fait pas référence au monde des peuples, mais le monde des élites, échappant de façon inattendue au système de contrôle national et adaptant leurs décision dans le dos des populations locales. Nous ne saisisons jamais les raisons de la destruction de l'URSS ni les mécanismes de privatisation tant que nous ne reconnaitrons pas que la caractéristique principale de la nouvelle élite politique, économique et intellectuelle qui a pris position en août 1991 consiste en ce que cette élite pense et agit non pas en tant qu'élite nationale, mais globale, liant ses intérêts et son sort non pas à ceux de son propre peuple, mais

aux milieux internationaux de prestige qu'elle s'efforce d'atteindre en contournant ce peuple.

La mondialisation signifie au premier chef sortie des élites hors du système de consensus civil. Cette rupture ne s'effectue pas seulement vis-à-vis des traditions culturelles nationales mais également vis-à-vis des décisions et compromis par lesquels tenaient la paix et les accords civils. Un État social était la condition principale du consensus civil entre l'élite des entreprises et la majorité nationale. A la minorité on donnait le droit de s'enrichir au moyen de l'initiative économique privée, à la majorité on garantissant des mesures de protection sociale et les biens correspondant à un minimum vital civilisé. Ce ne fut pas simple que d'établir ce consensus : en Europe il fallut plus de cent cinquante ans pour socialiser le capitalisme sauvage, greffant sur celui-ci le sens de la responsabilité sociale et nationale qui lui faisait défaut.

Et voici maintenant que, se servant de la banqueroute de l'expérience socialiste mondiale, l'élite économique contemporaine décida de faire subir une révision au consensus civil existant, déclarant qu'elle n'est plus disposée à entretenir ni à admettre la charge pesante d'un État social et tout ce qui va avec dans les domaines culturel et moral, la défense et la protection des faibles. Je le souligne, la rupture à l'égard du consensus civil existant est un phénomène mondial. Dans le monde entier, l'élite économique entama le chantage à l'égard de ses gouvernements respectifs : elle sortirait les capitaux du pays si on commençait à le grever de taxes importantes et d'obligations sociales. A ce propos, une décision tout à fait caractéristique à cet égard est celle de l'union des entreprises allemandes, adoptée lors du congrès de Düsseldorf voici trois ans. Le mandat confié par le congrès à ses organes exécutifs fut de faire savoir au peuple allemand et au gouvernement que la patience du patronat était épuisée.

La situation de la Russie était particulière en ce que notre nouvelle classe d'entrepreneurs, apparue comme résultat de la privatisation se constitua dès le début dans des conditions de contestation du consensus civil. L'abandon du communisme fut interprété comme une dissolution de l'union des faibles, au profit des forts. Et la rupture avec la majorité « d'inadaptés économiques » parmi le propre peuple impliquait automatiquement la nécessité d'alliés du côté des milieux mondialistes inter-

nationaux. La situation se compliquait encore du fait que la nomenklatura née de la privatisation ne revêtait pas de caractère légitime ; des camarades du parti et des camarades des services spéciaux répartissaient entre eux les biens de l'État, en cachette, derrière le dos du peuple. Il s'agissait dès lors de justifier cela idéologiquement par le fait que le peuple n'était pas préparé à la maîtrise de la propriété en raison de son héritage historique différent : le sens invétéré de la communauté et de la conciliarité.

Une autre raison de la volte-face du national vers le mondial consista en ce que dans les conditions locales, il était impossible de profiter pleinement de tous les charmes du nouveau genre de vie ; toute l'ancienne infrastructure des biens et services était conçue non selon un mode élitiste, mais selon le mode de vie soviétique qui parut tristement ascétique aux nouveaux riches de la privatisation. Mais évidemment, la raison principale c'était que suite à son absence de légitimité, d'assentiment de la part de la nation, la nouvelle propriété était sous la menace d'une mutinerie russe, « insensée et impitoyable ». Voilà pourquoi la nouvelle élite économique, ainsi que ses compagnons de route des secteurs politique et intellectuel, était prête à rompre avec son ancien statut national, au profit d'un nouveau de type mondialiste, et ce, de façon plus radicale que ce que n'avaient fait les représentants des élites occidentales.

La communauté mondialisante considérait avec sympathie les préoccupations de nos propriétaires frais émoulus, leur conseillant de préserver leurs dépôts en des endroits plus fiables que dans le pays susmentionné, la Russie. Mais on exigeait certaines choses de la part de nos privatisateurs, en contrepartie de la garantie de leurs propriétés et du droit à intégrer les prestigieux clubs de la nouvelle élite mondiale. Premièrement, le démontage de la superpuissance totalitaire en tant que témoignage de leur bonnes dispositions démocratiques, et le renoncement intégral à l'héritage impérial dans tout l'espace postsoviétique. Le programme correspondant à cela trouve son couronnement dans l'interdiction pour la Russie d'avoir des bases militaires en Abkhazie et en Transnistrie ainsi que dans la liquidation de toute présence militaire russe hors des frontières du Pays en général. Deuxièmement, on exigea l'ouverture du pays au capital international, ce qui fut admis. Ceci ne concernait plus seulement

la dépendance spécifique de la nouvelle minorité russe ; celle-ci craignait plus son propre peuple que les anciens opposants de la guerre froide. Cela concernait le principe général de la nouvelle sélection naturelle exigeant l'élimination de tout moyen permettant aux faibles et aux « moins adaptés » de se défendre contre les attaques des forts et des « mieux adaptés ».

Parmi les moyens précités, le plus important est l'État national, fournissant au profit de sa population des prestations protectionnistes via son économie. Le principe social-darwiniste, exigeant la disparition de l'État social, refuge intérieur pour les « moins adaptés », exigeait également le démontage de la souveraineté nationale et des frontières, déviant de la sélection de règles légales propres au marché mondial, mais considérées comme protections par les peuples « moins adaptés ». En d'autres termes, le cadre des nouvelles règles, prescrites à notre nouvelle élite par la communauté de la mondialisation, contenait non seulement l'exigence pragmatique du paiement en contrepartie de services rendus et la garantie d'accès à une partie des ressources nationales, mais également un nouveau cadre normatif idéal, lié à l'idéologie social-darwiniste.

La nouvelle société mondiale ouverte constituait donc un milieu social-darwiniste dans lequel les ressources et territoires changent sans cesse plus facilement de mains, de celles des « moins habiles » et des « moins adaptés » vers celles des « mieux adaptés » qui en sont plus dignes. Si sur base de ce principe même, la nomenklatura des « mieux adaptés » subtilise la richesse nationale à une majorité nationale des « moins adaptés », elle ne peut contester la mise en œuvre de ce principe au niveau mondial et dissimuler ses ressources nationales sur base du prétexte suranné de souveraineté nationale.

Le témoignage de ce que l'élite dirigeante en Russie s'est pliée à cette exigence est fourni par le nouveau code foncier présenté par le gouvernement à l'examen de la Douma d'État et déjà validé en seconde lecture. La terre est une ressource nationale, habituellement protégée non seulement selon des considérations pratiques économiques et politiques, mais conformément au principe de souveraineté nationale et d'identité. A la terre sont liés les souvenirs et les attentes nationales les plus intimes. De toutes les ressources, c'est elle qui est la plus

revêtue de signification et de valeur pour l'économie dans le sens supérieur de celle-ci. C'est la raison pour laquelle la question portant sur le maintien pour la terre d'un statut de patrimoine national intangible, ou s'il faut, dans l'esprit du principe de la société ouverte, la proposer au libre commerce international, dans lequel les gagnants ne sont pas les gentils mais les forts, cette question était pour notre élite son épreuve de « maturité mondialiste ».

Et apparemment, elle est pleinement décidée à réussir cet examen, c'est -à-dire montrer à la communauté mondialiste qu'il n'est rien au monde qu'elle réservera pour son propre peuple, au détriment des exigences de la sélection mondialiste naturelle. Dans le projet de nouveau code foncier, il est explicitement indiqué que les citoyens de la République Fédérale ne disposeront d'aucune sorte de prérogative vis-à-vis des étrangers et autres personnes sans nationalité quant au droit à la propriété sur la terre russe. De cette façon, ce projet est devenu plus qu'un document courant du réformisme libéral. Il est devenu un manifeste du mondialisme, un témoignage du passage définitif de nos élites de positions nationales à des positions mondialistes. A suivre.

Alexandre Panarine : « Un peuple sans élites... »

## Deuxième partie

31 janvier 2015

*Voici la deuxième partie du texte fondamental d'Alexandre Panarine, paru en 2001, et qui démonte pour nous les articulations idéologiques qui ont présidé à la constitution et qui régissent l'existence des élites « libérales » de la Russie contemporaine. A lire et à relire. Certaines considérations ci-dessous nous rappellent que Panarine lui-même a entamé sa réflexion économique, sociale et politique sur base de prémisses libérales avant l'effondrement de l'Union Soviétique, pour ensuite prendre radicalement ses distances par rapport à ce courant.*

Le nouveau Code foncier, comme toutes les décisions de réformes économiques qui l'ont précédé ne témoigne pas seulement du changement du statut des élites, passant de « national » à « mondialiste ». Il se situe dans le contexte d'un autre revirement historique qui se déploie sous nos yeux : le passage du capitalisme productiviste de type weberien à un nouveau capitalisme spéculatif-usuraire, lié à des pratiques postproductivistes de manipulation des cours, d'échanges non équivalents et de perception

de toutes sortes de rentes non générées par le travail.

Souhaitant accéder au statut mondial, les élites ont non seulement renoncé à l'identité nationale et à la défense des intérêts nationaux. Elles ont refusé de partager avec leur propre peuple le poids de l'existence énoncé dans le commandement « tu gagneras ton pain quotidien à la sueur de ton front ». Les élites ont proclamé leur droit de migrer librement hors de l'espace du travail vers celui de la facilité et des privilèges, de la sphère de l'effort et de la responsabilité vers un monde nouveau superbe dans lequel règnent facilité et irresponsabilité. La réhabilitation de l'élite, qui se produisit à l'époque post-féodale, fut justement générée par l'inclusion des élites dans les activités de type productif, ce processus unissant travail créatif et production. Les efforts créatifs de l'élite et la responsabilité de celle-ci en matière d'organisation de la société pouvaient être, d'un point de vue moral, jugés de façon égale au zèle des masses dans le travail quotidien. Plus encore : les élites apparurent en tant que groupe porteur d'innovation, pionnier dans l'assimilation des nouvelles possibilités de l'époque moderne, et rendant ensuite celles-ci progressivement accessibles à tous. Ainsi, le mécanisme civilisationnel de la modernité fut lié à la reproduction au niveau des masses des réalisations du groupe créatif des élites.

Mais aujourd'hui, à l'époque du mondialisme nous sommes confrontés à des élites qui, en premier lieu, préfèrent en matière d'activités, l'imitation et le plagiat à travers les emprunts à l'extérieur, plutôt que les difficultés et les risques d'une recherche créatrice propre, et en second lieu s'efforcent de réserver à leur seul profit les réalisations d'avant-garde, n'éprouvant en cela aucun sentiment d'obligation à l'égard de leur propre nation. C'est ainsi que vint au monde ce nouveau type d'occidentaliste-mondialiste.

C'est dès lors le processus émancipateur de l'époque moderne qui subit une réinterprétation essentielle : auparavant, il était compris comme une émancipation de la personnalité « faustienne » entreprenante, exigeant non pas une liberté de sybarite, mais une liberté de l'initiative créatrice intense dans tous les domaines de la vie. Mais voici qu'avec le temps, une sorte de microbe a miné la santé de l'ancien « type faustien ». Il découvre l'époque contemporaine de façon nouvelle, non plus en tant que champ du travail libre et de la créa-

tion audacieuse, mais comme espace désocialisé d'un individualisme hédoniste, ne souhaitant connaître aucune mission ou obligation sociale.

Le nouveau projet européen d'émancipation de la personne a été subrepticement remplacé par le projet d'émancipation des instincts, et principalement de l'instinct du plaisir. Cette substitution se traduit concrètement par les privatisations en faveur de nos nouveaux riches s'affichant comme les nouvelles élites. Rejoindre l'élite mondiale en terme de niveau de créativité, ils en étaient évidemment incapables, mais l'intégrer en matière de niveau de consommation et d'hédonisme, ils y aspiraient sérieusement. Ils avaient déjà été partiellement préparés à une telle interprétation élitiste de l'existence par le système soviétique d'accès sélectif aux biens, soigneusement caché au peuple.

La littérature classique a décrit le processus entropique du bourgeois de la troisième génération : les petits enfants des pionniers du marché font étalage d'une plus grande ingéniosité pour dissiper les richesses qu'ils ont héritées que pour les préserver et les faire fructifier. Maxime Gorki dans ses romans « Les Artamonov » et « Thomas Gordéev » et Thomas Mann dans « Les Buddenbrook » nous l'on clairement montré. La particularité de nos nouveaux Russes, issus, fondamentalement, de la vieille nomenklatura du parti, des Komsomols et du KGB, consiste en ce qu'ils ont fait l'expérience de la métamorphose hédoniste alors qu'ils étaient encore dans le sein soviétique, en qualité d'utilisateurs de ce système d'accès sélectif aux biens. C'est pourquoi d'un point de vue socioculturel ils interviennent d'emblée en qualité de bourgeois dégénérés de la troisième génération et sont étrangers à l'ethos ascético-héroïque des pionniers du marché.

Mais il est bien possible que le secret encore plus caché de nos nouveaux riches nous soit révélé par un classique de la politique de l'Antiquité : Platon. Dans sa « République » il envisage tout à fait le cas de la privatisation des biens de l'État par un service de sécurité professionnel, qui s'était trouvé une activité plus légère que l'action armée : « Au contraire, dès qu'ils auront en propre de la terre, des maisons et de l'argent, de gardiens qu'ils étaient ils deviendront économes et laboureurs, et d'alliés, despotes ennemis 417b des autres citoyens ; ils passeront leur vie à haïr et à être haïs, à comploter et à être en butte aux complots, craignant beaucoup plus les adversaires du dedans que ceux du dehors, et

courant aux extrêmes bords de la ruine, eux et le reste de la cité. » [La République, Livre V, 417-417b. NdT]

Platon a mis l'accent sur un danger ; celui de la transformation des gardiens en un milieu compradore, plus dangereux pour son propre peuple (qui nie la légitimité de la privatisation) que les anciens opposants extérieurs. Un autre danger mérite tout autant l'attention : la contamination du milieu des entreprises par l'attitude de ceux qui sont habitués aux privilèges, tant manifestes que cachés, et qui sont incapables de mener une réelle activité entrepreneuriale fondée sur la créativité personnelle, le risque et la responsabilité. Ce microbe du sybaritisme arrogant a infecté non seulement le milieu de nos nouveaux russes, héritiers de la psychologie de la nomenklatura préexistante au marché, mais aussi, aujourd'hui, le milieu mondial des affaires dans les pays du capitalisme ancien, milieu fatigué des réels efforts, et qui a dissipé le potentiel de la personnalité faustienne. La classe dirigeante de, l'Occident se conduit dans le monde comme la nomenklatura du milieu, accoutumée, dès la naissance, à un statut privilégié. Hier, il s'agissait du statut des puissances coloniales, découlant du surprofit généré non par le marché mais par leur situation de métropoles, aujourd'hui, il s'agit du statut de vainqueurs de la guerre froide, avides des contributions des vaincus et des annexions dans l'espace postsoviétique.

L'élite mondialiste occidentale dans son ensemble a subi un revers dans le cadre du plus important projet du modernisme européen : le projet d'initiation des masses à la créativité éclairée dans le contexte du passage de la société industrielle à la société postindustrielle. Voici trente ans encore, prévalait dans la société industrielle occidentale un système socio-économique au centre duquel se trouvait non pas l'entreprise industrielle, mais l'université. L'investissement dans la science, la culture et l'enseignement était considéré comme l'investissement économique le plus rentable. Cela laissait présager le passage d'une portion croissante de la population active du labeur non créatif de la production matérielle vers la sphère d'une production intellectuelle devenant massive. Le principe créatif devait constituer la base sur laquelle se renforcerait le consensus entre masse et élite.

Toutefois, dans les dernières années, quelque chose se brisa dans le mécanisme de la croissance créative

formelle. On pourrait quasiment dire que ce n'est pas tellement l'élite créative qui serait parvenue à rééduquer les masses sur lesquelles pesait le fardeau du labeur monotone, mais que ce furent plutôt les masses, fatiguées de l'effort et attirées par les valeurs utilitaires qui réussirent à rééduquer l'élite. Ou, ce qui serait sans doute plus exact d'un point de vue historique, au sein de l'élite, le leadership culturel ne relevait pas de ceux qui se consacraient avec abnégation au travail créatif, mais de ceux qui se spécialisèrent dans le domaine des loisirs culturels, saisissant tout leur potentiel hédoniste.

A suivre.

Source :

<http://www.comite-valmy.org/spip.php?article5558>Russie, « Un peuple sans élites, entre désolation et espoir »